



DIRECTION GENERALE

DIRECTION FRANCE ET RESTAURATION (DFD)

DIRECTION INTERNATIONAL ET OPERATIONS (DIO)

## APPEL D'OFFRES OUVERT

### **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**

#### **Fournitures d'articles à usage unique, d'hygiène et d'entretien**

DCE n°2025/0240/Eda-DA

### **Commun à tous les lots**

Annexe 1 : Notice technique

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE.....	3
ARTICLE 2 – CONFORMITÉ AUX DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES EN VIGUEUR ...	3
ARTICLE 3 – SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DES ARTICLES DEMANDÉS.....	3
ARTICLE 4 – CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE.....	4
ARTICLE 5 –ÉTIQUETAGE.....	4
ARTICLE 6 – PALETTISATION ET TRANSPORT.....	7
ARTICLE 7 – PLAN DE MAÎTRISE QUALITÉ ET AUTOCONTRÔLES ANALYTIQUES ...	8
ARTICLE 8 – ÉVALUATION DES CONDITIONS DE SÉCURITÉ ET DE SÛRETÉ.....	8
ARTICLE 9 – PROTECTION CONTRE LES RISQUES D’ACTIONS MALVEILLANTES, CRIMINELLES OU TERRORISTES.....	10
ARTICLE 10 – TRAÇABILITÉ ET ALERTES CONSOMMATEURS.....	10

## **ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDES**

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concerne la fourniture de **produits à usage uniques, d’équipements de protection individuels jetables, de produits d’hygiène et d’entretien** destinés à une utilisation en restauration collective, au profit des clients du dispositif « Vivres Métropole » et « Hors Métropole », ci-après désignés comme les formations clientes (FC) et s’applique à l’accord-cadre à bons de commandes de référence.

« **Vivres Métropole** » et « **Vivres Hors Métropole** » sont des dispositifs d’approvisionnement en produits alimentaires et péri-alimentaires dédiés principalement aux organismes de restauration placés sous l’autorité ou la tutelle du ministère des armées. Des clients n’appartenant pas au ministère des armées peuvent toutefois bénéficier de ce dispositif sous certaines conditions.

## **ARTICLE 2 – CONFORMITÉ AUX DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES EN VIGUEUR**

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions réglementaires nationales et européennes relatives à la commercialisation de produits péri-alimentaires sur le territoire national français et applicables notamment aux opérations de production, de stockage, de transport et de distribution de produits péri-alimentaires.

Le titulaire assure une veille réglementaire et technique, il prend en compte toute évolution survenant en cours d’exécution du contrat ; il a un devoir de conseil auprès du pouvoir adjudicateur en matière de veille réglementaire et d’alertes sanitaires.

Lorsque les produits sont destinés à l’export hors du territoire français, le titulaire s’assure de la conformité des produits au regard des réglementations des pays destinataires, en particulier si elles sont plus strictes que les exigences européennes.

## **ARTICLE 3 – SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DES ARTICLES DEMANDÉS**

### **3.1 Notice technique**

La **notice technique** annexée au présent CCTP donne des précisions sur les exigences communes attendues dans l’exécution de l’accord-cadre à bons de commandes, ainsi que sur les caractéristiques et les exigences spécifiques attendues pour chacune des lignes d’articles demandées.

Toutes les exigences transcrites dans les notices techniques sont des critères impératifs au regard de la conformité des articles fournis par le titulaire de l’accord-cadre à bons de commandes hormis les critères dits « cibles » qui correspondent à des standards souhaités non impératifs mais susceptibles de constituer des éléments d’appréciation de l’offre du candidat au cours du processus d’appel d’offres.

### **3.2 Fiches techniques, fiches de données de sécurité et certificats de conformité**

#### **Fiches techniques :**

Chacun des articles fournis fait l’objet d’une **fiche technique** rédigée en français ou traduite à la demande de l’EdA comportant *a minima* les informations mentionnées ci-dessous ainsi que toute autre information jugée utile par le titulaire :

- Dénomination commerciale et GTIN
- Description fonctionnelle du produit et destination d’usage (ex. : usage unique, usage alimentaire, usage sanitaire...)
- Certification et logo du produit (NF, Ecolabel ...)
- Nom du fabricant et adresse complète du responsable de la mise sur le marché
- Pays d’origine ou lieu de fabrication
- Matériaux utilisés et propriétés techniques

- Durée de vie
- Mode d'emploi et précautions d'utilisation
- Taux de dilution si le produit n'est pas prêt à l'emploi
- Description du conditionnement et de l'emballage (ex : boîte distributrice, sachet individuel...)
- Poids ou volume brut et net
- Pour les produits destinés à entrer en contact alimentaire :
  - Mention de l'aptitude au contact alimentaire,
  - Déclaration de conformité selon la réglementation en vigueur,
  - Références aux tests réalisés
  - Conditions spécifiques d'utilisation
- Pour les gants en vinyle ou latex : indication de la présence ou non d'OGM, de substances sensibilisantes ou allergènes
- Date de création ou de mise à jour de la FT.

### **Fiches de données de sécurité (FDS) :**

Chaque produit chimique fourni doit être accompagné d'une fiche de données de sécurité (FDS) en conformité avec la réglementation européenne (REACH - Règlement (CE) n° 1907/2006) et au règlement CLP (CE n° 1272/2008).

Les FDS doivent être mises à jour en cas de modification. En cas de produit dangereux, la FDS doit préciser les équipements de protection individuelle nécessaires et les précautions d'usage.

### **Certificats :**

Lorsqu'un produit est certifié selon un référentiel, cette certification doit être indiquée sur la fiche technique, accompagnée d'une copie du certificat en cours de validité «

## **ARTICLE 4 – CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE**

Les produits sont présentés dans un emballage primaire (conditionnement unitaire) conforme à la réglementation en vigueur en tenant compte de l'usage prévu et aux dispositions particulières indiquées dans les libellés descriptifs et/ou la notice technique.

Les conditionnements ne doivent céder aucune quantité d'élément provenant de leurs constituants susceptibles de modifier anormalement la composition du produit et, notamment, d'en altérer les caractéristiques organoleptiques ou la salubrité.

Les produits sont mis à disposition dans un emballage de regroupement (emballage secondaire ou colis) de type commercial, de masse totale inférieure ou égale à **15 kg**, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

## **ARTICLE 5 – ÉTIQUETAGE**

Outre les mentions d'étiquetage des conditionnements unitaires, chaque colis porte une étiquette reprenant les mentions légales obligatoires prévues par le code de la consommation (art. R-112) et la réglementation spécifique applicable aux produits du marché (biocide...); le cas échéant, la dénomination, la liste des substances allergisantes, les conditions particulières de conservation, d'utilisation et notamment les précautions d'emploi sont indiquées ainsi que les autres mentions obligatoires prévues par les dispositions réglementaires spécifiques à certains produits.

Pour permettre l'identification des colis en réception, les étiquettes colis sont lisibles sur leurs faces extérieures. Si besoin, le sens du colis est indiqué et lisible (exemple : Haut/Bas) ainsi que les conditions spécifiques s'il y a lieu (exemple : non gerbable, fragile).

Dans le cadre des mesures de sûreté et de protection des forces, l'étiquetage des conditionnements, des colis et des palettes ne doit pas faire apparaître de mention permettant d'identifier le ministère des armées comme client des denrées livrées.

## 5.1– Colis

Chaque **colis** doit comporter pour les références en poids fixe :

### Option A :

- Code barre EAN13 normé EAN 128 avec la présence des chiffres en clair permettant de reconnaître le produit ;
- Le code EdA en clair ou à défaut le code du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes ;
- Le libellé court EdA ou à défaut le libellé du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes.

### Option B :

- Code barre en DUN 14 ou EAN 128 avec la présence des chiffres en clair permettant de reconnaître le produit et l'unité de regroupement dont il s'agit ;
- Le code EdA en clair ou à défaut le code du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes ;
- Le libellé court EdA ou à défaut le libellé du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes.

### Option C :

- Plusieurs codes-barres en EAN 128 non combiné avec la présence des chiffres en clair, définissant complètement le produit, l'unité de regroupement, la date de péremption le cas échéant, la référence de lot selon le modèle suivant :
  - Rubrique (01) ou (02) : DUN 14 ou GTIN de l'article ;
  - (15) ou (17) : Date de péremption ;
  - (10) : référence lot.
- Le code EdA en clair ou à défaut le code du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes ;
- Le libellé court EdA ou à défaut le libellé du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes.

## 5.2 – Palette

Chaque palette doit comporter :

### Option A :

- Une étiquette transport précisant *a minima* :
  - les nom et adresse de l'expéditeur ;
  - les nom et adresse du destinataire ;
  - la date de livraison au destinataire ;
  - le nombre de colis sur la palette ;
  - le poids de la palette en kg (transport).

### Option B :

- L'étiquette transport de l'option A
- Une fiche de reconnaissance palette (étiquette EAN 128 combiné)
  - Pour les palettes mono-références :
    - Rubrique (01) ou (02) : DUN 14 ou GTIN de l'article ;
    - (15) ou (17) : Date de péremption ;
    - (37) : quantité en première unité de regroupement logistique (exemple : nombre de colis) ;
    - (10) : référence lot ;
    - (00) : SSCC ;
    - Pour les produits à poids variable, indiquer le poids de la palette, rubrique (3103).
  - Pour les palettes multi-références / multi dates de péremption, par référence et par date de péremption :
    - Rubrique (01) ou (02) : DUN 14 ou GTIN de l'article ;
    - (15) ou (17) : Date de péremption ;
    - (37) : quantité en première unité de regroupement logistique (exemple : nombre de colis) ;
    - (10) : référence lot ;
    - (00) : SSCC ;
    - Pour les produits à poids variable, indiquer le poids de la palette, rubrique (3103).

Les différentes références d'une palette multi-références sont physiquement séparées par un **intercalaire**. Dans le cas où des palettes multi-dates sont constituées, mention en est faite sur les documents de livraison et les différentes dates de péremption sont physiquement séparées par un **intercalaire**.

### Exemple d'étiquette palette attendue :

Clientel (à remplir par)		MWM		Ligne		FRAIS		FR69700	
610 TRANSPORTEUR CHEVILLY									
From (Expéditeur)				To (A Liner B)					
Depart Date (Expedition)				08/03/2007 à 09H		Delivery Date (Livraison)		08/03/2007 à 22H	
A Liner Par				TRANSPORTEURS				Liner Par	
Palet (Palettes)		2 / 2		Count (Cds)		50 / 90		Net Weight (Net)	
						500 Kg		694	
Shipment (N° Expédition)									
Order Number (N° Cadeau)				31473_69700		Palet : 2075525			
Ship Loc (Dest. Final)									
CONTENU : 03011360037442 / SAUCE SALADE Sauce salade pingouin									
Use by : 15/12/2007 Batch (Lot) LOT 69007 Count : 50									
SSCC Palet : 036022660085937601									
									
(02)03011360037442(17)071215(37)50(3103)500000									
									
(00)036022660085937601(10)LOT_69007									

## **ARTICLE 6 – PALETTISATION ET TRANSPORT**

### **6.1 Palettisation**

Le titulaire doit utiliser des palettes échangeables ou à défaut locatives. Elles présentent une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport, le stockage et les manutentions successives et ne pas constituer une cause de danger pour le personnel de conduite, de manutention, pour les autres marchandises, pour les engins de transport et de manutention ou les tiers.

Celles-ci respectent de préférence le format 80 × 120 cm « Palette Europe » (EPAL) ou à défaut 100 × 120 cm (tolérance pour certaines marchandises comme les boissons).

Les marchandises sont directement palettisées sur ces supports.

**La hauteur maximale des palettes est de 180 cm** palette comprise. Une tolérance pour la hauteur maximale des palettes est acceptée à 190 cm, palette comprise.

En cas de dépassement de cette hauteur, le prestataire logistique procède à la dépalettisation sur son site de NEMOURS. Le coût de cette opération est facturé au fournisseur et vient en déduction de la facture suivante. Le coût est de 0,50 euro par colis.

Les palettes doivent être filmées avec un **film transparent**.

Dans le cas de palettes échangeables, les échanges palettes (nombre pour nombre) se font lors de la mise à disposition (livraison ou enlèvement). Concernant les palettes Europe, le chauffeur procède immédiatement à l'échange des palettes lors de l'enlèvement ou la livraison.

Par principe, l'en-cours palettes échangeables ne doit pas dépasser l'équivalent de deux mois d'enlèvement/ de livraison défini dans le présent accord-cadre...

Lorsque la commande est à la palette homogène (mono-produit), le titulaire doit obligatoirement constituer des palettes :

- mono-lots de fabrication,
- mono-date de péremption.

Des palettes multi-dates ou multi-lots sont admises à titre exceptionnel, à condition que des palettes intercalaires permettent de dissocier les produits de lots ou dates de péremption différentes et que chaque couche soit identifiable avec une fiche palette distincte.

L'utilisation du DUN14 est demandée dans le cas de mise à disposition ou de livraison de palette mono produit. À défaut le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au CCAP/...

Pour renforcer leur protection, les palettes sont recouvertes avec un film étirable transparent et sont entourées d'un ruban adhésif imprimé « Bande de garantie » qui est aussi disposé en croix au sommet de chacune d'elles.

### **6.2. Conditions de transport**

Les produits sont transportés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (agrément des engins de transport, conditions de transport, etc.).

Les engins de transport sont clos et verrouillés au cours du transport, l'ouverture des portes n'étant autorisée qu'au moment de la livraison. Les camions complets à destination de la plateforme logistique de Nemours sont munis de plombs numérotés au départ de l'établissement de livraison.

## **ARTICLE 7 – PLAN DE MAÎTRISE QUALITÉ ET AUTOCONTRÔLES ANALYTIQUES**

Le titulaire met en œuvre un système de management de la qualité et de la sécurité produit, incluant des procédures de maîtrise sanitaire, lorsqu'elles sont applicables à la nature des produits livrés (notamment les matériaux destinés au contact alimentaire), ainsi qu'un plan d'autocontrôles analytiques, adapté à la typologie des produits fournis.

Les produits susceptibles d'entrer en contact avec des denrées alimentaires doivent faire l'objet :

- de déclarations de conformité réglementaires ;
- si applicable, de contrôles analytiques portant sur la migration globale et spécifique.

Pour les produits biocides ou d'entretien, les autocontrôles portent sur :

- la conformité de la composition à l'autorisation de mise sur le marché ;
- la stabilité du produit, son étiquetage, et le respect des bonnes pratiques d'usage professionnel.

Lorsque les produits sont intégrés dans des environnements soumis à une démarche HACCP, le titulaire veille à ce que leur utilisation soit compatible avec les exigences de maîtrise sanitaire.

Les autocontrôles analytiques réalisés sur les produits finis sont définis en fonction de la réglementation applicable ou, à défaut, sur la base de référentiels normatifs reconnus ou de méthodes validées par des laboratoires accrédités.

## **ARTICLE 8 – ÉVALUATION DES CONDITIONS DE SÉCURITÉ ET DE SÛRETÉ**

### **8.1. Visites d'audit sur site**

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commandes, les représentants du pouvoir adjudicateur et du service de santé des armées (SSA) ont toute latitude pour réaliser une visite d'audit sur les sites de production et de stockage du titulaire, visant à évaluer :

- Les conditions d'hygiène, de sécurité et de conformité réglementaire liées à la fabrication, au conditionnement, au stockage et à la livraison des produits ;
- la conformité aux exigences techniques et réglementaires du marché ;
- la capacité du titulaire à garantir une traçabilité.
- L'audit comprend une visite sur site ainsi que l'examen d'un dossier technique dont les pièces peuvent être demandées avant la visite proprement dite.
- La visite d'audit est inopinée ou planifiée à une date fixée d'un commun accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur ou le service de santé des armées.
- Que la visite soit inopinée ou planifiée, le titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes autorise l'accès des représentants du pouvoir adjudicateur et du service de santé des armées à l'ensemble des sites et locaux de production et de stockage des produits fournis.



La capacité technique du site est appréciée à l'aide d'un référentiel prenant en compte les aspects techniques de la filière ou des produits et le respect de la réglementation

- Lors de cette visite, les représentants du pouvoir adjudicateur et du service de santé des armées demandent au titulaire de l'accord-cadre tous les suppléments d'information qu'ils estiment nécessaires et peuvent effectuer des visites complémentaires s'ils les jugent utiles.

À l'issue la visite d'audit, les représentants du pouvoir adjudicateur ou du service de santé des armées établissent un rapport d'évaluation dont les conclusions sont adressées au titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes.

En cas de constats de non-conformité ou lorsque des points sont identifiés comme perfectibles, un avis motivé précisant éventuellement des échéances est joint aux conclusions mentionnant les manquements constatés : :

- le titulaire doit corriger les points de non-conformité constatés dans le délai imparti par le service de santé des armées ou les représentants du pouvoir adjudicateur ;
- sans réponse satisfaisante ou en cas de non-respect des délais, le titulaire est mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de corriger les points de non-conformité notifiés dans un délai de 15 jours ouvrés ;
- le titulaire peut solliciter une nouvelle visite technique d'évaluation dès lors qu'il estime avoir pris les mesures correctives nécessaires ;
- si les points de non-conformité ne sont pas corrigés au-delà du délai fixé par la mise en demeure, l'accord-cadre à bons de commandes est résilié selon les modalités prévues dans le cahier des clauses administratives particulières.

## **8.2. Contrôles documentaires et traçabilité**

Le titulaire est en mesure de communiquer au pouvoir adjudicateur et au service de santé des armées, sur demande expresse, tout document relatif au système de maîtrise des risques sanitaires et technologiques ainsi que toutes les pièces relatives à la traçabilité ascendante et descendante.

## **ARTICLE 9 – PROTECTION DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT CONTRE LES RISQUES D'ACTIONS MALVEILLANTES, CRIMINELLES OU TERRORISTES**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre des mesures contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes.

Cette démarche peut être audité à tout moment par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le titulaire s'engage, sauf exigences particulières :

- à ne pas faire apparaître sur le conditionnement, l'étiquetage, l'emballage et les palettes des produits, toute mention permettant d'identifier clairement le ministère des armées comme client ;
- à fournir des produits dont le conditionnement et éventuellement l'emballage sont conçus de manière à pouvoir détecter facilement leur ouverture (cartons scotchés, bagues d'invulnérabilité, opercules...) et à ne permettre aucune contamination extérieure.

## **ARTICLE 10 – TRAÇABILITÉ ET ALERTES CONSOMMATEURS**

### **10.1. Traçabilité**

Le titulaire doit assurer une traçabilité amont et aval des différents produits et être dans la capacité de transmettre les éléments sur demande à la formation cliente ou au pouvoir adjudicateur.

### **10.2. Interlocuteurs Qualité**

À la notification du marché, le titulaire complète le fichier relatif aux coordonnées des personnes susceptibles d'être contactées dans le cadre :

- des litiges courants ;
- des alertes consommateurs en période ouvrable ;
- des alertes consommateurs en période non ouvrable.

À réception dudit fichier, le pouvoir adjudicateur communique au titulaire les coordonnées des interlocuteurs de l'EdA en charge de la réception des informations portant sur la qualité des produits, les rappels produits ainsi que toute situation de crise.

### **10.3. Alertes consommateurs**

En cas de rappel de produit par le fabricant, les éléments suivants sont impérativement communiqués aux interlocuteurs de l'EdA susmentionnés

- dénomination du produit et code article EdA ;
- numéros de lots de fabrication ;
- Date(s) de préemption concernée(s) ;
- date(s) de livraison auprès du prestataire logistique (franco) ou date d'enlèvement par le prestataire logistique (départ) ;
- motif du retrait ou du rappel ;
- devenir des produits concerné par le retrait ou le rappel.

En cas de reprise de produit déjà livrés dans les formations clientes, des frais de retour sont facturés selon les dispositions du CCAP.

Si le retrait nécessite la destruction des marchandises, des frais relatifs à la récupération et à la destruction des produits non-conformes par un prestataire spécialisé sont facturés selon les dispositions du CCAP.